

Grossesses maintenant ? MAGO (non) l'école d'abord !: message de la JMP en direction des jeunes



Mme Thérèse Zéba, Représentante Résidente de l'UNFPA, donnant son allocution



Mr Abdalla Kadre, Ministre du Plan de l'Economie et de la Coopération Internationale prononçant son discours de circonstance



Dr Aguide Soumouk, Ministre de la Santé, répondant aux questions des journalistes



Causerie éducative au CISJEU



De 13,3 % en 2003, la proportion des jeunes mères âgées de 15 à 19 ans en République Centrafricaine, est passée à 22,9% en 2010, faisant de la question des grossesses des adolescentes, une préoccupation. La crise qu'a connue le pays a entraînée la destruction des services sociaux de base et principalement les hôpitaux, les centres de santé et les établissements scolaires, la promiscuité occasionnée par les mouvements de populations et donc l'exposition des adolescentes aux risques de grossesses précoces, l'augmentation du nombre de mariages de mineurs etc.

Le thème de la Journée Mondiale de la Population de cette année « les grossesses des adolescentes », cadre bel et bien avec le contexte centrafricain du moment, et a été une occasion pour l'UNFPA d'attirer l'attention des adolescents, des éducateurs, des parents et des décideurs politiques, sur la question. En effet, loin de n'être qu'une question de santé, les grossesses des adolescentes sont devenues une question de développement.

Plusieurs évènements ont été organisés tout au long de la semaine : des émissions radio, des causeries éducatives dans un lycée mixte et au CISJEU (Centre d'Information et d'éducation sexuelle des jeunes), une porte ouverte à l'Association Centrafricaine pour le bien être familial, pour sensibiliser les jeunes sur la planification familiale et un plaidoyer à l'Assemblée Nationale, le tout, soutenu par des spots radio et des SMS.

La cérémonie officielle s'est donc voulue être un plaidoyer fort, pour une prise de conscience des autorités de la nécessité d'accorder une attention particulière à cette problématique. Les questions posées par les journalistes et les participants lors du point de presse, ont touchées les domaines tels que l'accès des jeunes aux services de santé de la reproduction et à l'information, l'absence d'une stratégie de prise en charge globale des jeunes, la non application des textes de loi notamment du code de la famille, l'incapacité technique des parents à aborder les questions de sexualité avec leurs enfants, le manque de sensibilisation, le coût élevé de la césarienne alors que la question de la gratuité a été évoquée depuis plusieurs années.

En réponse à ces questions, les membres du gouvernement et les conseillers nationaux, ont reconnu les insuffisances évoquées dans les questions et se sont, à tour de rôle, engagés à faire avancer la réflexion et prendre les décisions idoines qui induiront à la baisse, le nombre de grossesses des adolescentes dans le pays. Pour la Représentante Résidente de l'UNFPA, l'engagement fort des autorités, est le levier qui amènera les partenaires, à appuyer le développement de programmes favorisant l'épanouissement des jeunes pendant leur cheminement vers l'âge adulte et plus tard, leur contribution au développement du pays.